

Le chaos du Brexit fait sauter les divisions entre les partis

Royaume-Uni Jeremy Corbyn a appelé les conservateurs mécontents de l'accord à faire tomber le gouvernement.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le Brexit avait commencé à brouiller les lignes de démarcations entre les partis politiques britanniques. Le blocage du Parlement suite à l'absence de consensus sur les options à venir est en train de les faire tomber. Jeudi, le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn a officiellement appelé les députés conservateurs mécontents de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne à voter avec le Labour afin de faire tomber le gouvernement et de provoquer une élection générale anticipée. *"Le Parti travailliste déposera une motion de défiance contre le gouvernement au moment où nous jugerons qu'elle aura le plus de chances de réussir"*, a-t-il prévenu alors que les députés sont appelés à se prononcer sur l'accord négocié par la Première ministre Theresa May mardi prochain. *"Le Labour n'a pas assez de députés au Parlement pour remporter un vote seul donc les députés du parti opposé doivent voter avec nous pour mettre fin à l'impasse actuelle. Cette paralysie ne peut pas se poursuivre. L'incertitude met en danger les emplois et les moyens de subsistance des gens."*

Jeremy Corbyn sait que son appel à faire tomber le gouvernement de Theresa May a peu de chances d'aboutir. Les rebelles conservateurs seraient

vraisemblablement expulsés de leur parti et aucun d'entre eux ne désire voir l'organisation d'une élection où il pourrait perdre son siège. Son appel désespéré confirme pourtant bien la paralysie totale du jeu parlementaire depuis l'élection générale de juin 2017. Le Parti conservateur a alors perdu sa majorité absolue et doit désormais compter sur le soutien des dix élus du Parti démocratique unioniste (DUP) pour disposer d'une courte majorité. Cette alliance n'a pas empêché l'opposition, composée du Labour, des libéraux-démocrates, du Parti national écossais, des indépendantistes gallois et des Verts, de défaire plusieurs fois le gouvernement lors de votes liés au processus du Brexit, dont deux fois

en ce seul début de semaine, grâce au soutien d'une vingtaine de députés conservateurs.

Multiplication des rébellions

La multiplication des rébellions explique en grande partie l'appel de Jeremy Corbyn. Surtout que l'un de ces députés conservateurs, résolument opposé à une sortie de l'UE sans accord, était même allé plus loin mercredi. Oliver Letwin avait demandé en plein débat aux Communes si le Labour était prêt à négocier une option incluant le maintien dans le marché unique et l'union douanière dans le cas où l'accord de Theresa May serait rejeté mardi. Et ce, même si la dirigeante conservatrice considère cette option comme une trahison du référendum.

Preuve supplémentaire que les lignes de division traditionnelles entre les partis sont en train de sauter et de s'aligner, au moins momentanément, sur les résultats locaux du référendum. Des députés travaillistes issus de circonscriptions ayant voté "Leave" ont rencontré mercredi Theresa May pour voir s'il leur était envisageable de soutenir son accord. Ils avaient auparavant déposé un amendement au vote de mardi prochain destiné à confirmer le maintien en l'état du droit du travail. Cet amendement permet à ces députés de prouver à leurs électeurs leur engagement à ce que le résultat du référendum soit respecté, c'est-à-dire à ce que le pays quitte bien l'Union européenne, tout en s'assurant de la protection des droits des travailleurs, une considération traditionnelle du Labour. Ils seraient alors en mesure de justifier leur soutien au projet de Theresa May malgré l'opposition résolue de la direction de leur propre parti.

Ce scénario avait déjà été envisagé cet automne par plusieurs élus travaillistes. La députée Caroline Flint avait prévenu qu'elle voterait en faveur de l'accord de Theresa May si celui-ci s'avérait "raisonnable". Elle n'est visiblement pas la seule: l'un des députés ayant rencontré Theresa May a anonymement assuré au quotidien de centre-gauche *The Guardian* que 40 à 80 de ses collègues pourraient se rallier au projet de la Première ministre. Et donc potentiellement permettre son

approbation par le Parlement, dès mardi ou dans les jours suivants.

L'appel désespéré de Jeremy Corbyn confirme bien la paralysie totale du jeu parlementaire depuis juin 2017.